

ANTIFASCISME

Le capitalisme est en proie à la plus grave crise économique depuis les années 30. Cette crise affecte tous les pays à différents stades. Cette situation est inhérente au fonctionnement du capitalisme qui ne peut conduire qu'à des crises à répétition.

Dans de telles périodes, les rapports de classe sont de plus en plus tendus et la contradiction entre les forces productives et les rapports de production s'aiguisent.

La bourgeoisie cherche à répercuter les effets de la crise sur le prolétariat, aggravant ainsi la dégradation de nos conditions de vie et par là même entraînant la légitime colère des masses populaires. Cependant, la classe ouvrière n'est pas spontanément révolutionnaire, et si elle n'a pas de Parti puissant et suffisamment organisé, le fascisme peut sembler une alternative viable face à un rejet des politiques anti-populaires menées par les représentants traditionnels de la bourgeoisie. Une frange de celle-ci, représentant la plus réactionnaire du capital financier, a un intérêt direct dans la montée du fascisme et la mise en coupe réglée de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, le fascisme sous sa forme moderne monte en France, appuyé directement par un appareil politique mettant en place les bases sur lesquelles il pourra se développer. Il s'appuie également sur l'appareil idéologique d'Etat (médias, écoles,...) capable de faire passer dans les masses ses thèses réactionnaires et sur les révisionnistes et la social-démocratie qui lient les mains de la classe ouvrière en l'enchaînant derrière les intérêts de la bourgeoisie et en lui ôtant sa force combative et sa puissance subjective. Et enfin sur un parti fasciste, le Front National et des groupuscules fascistes.

Face à cette situation, seul le développement d'un véritable parti marxiste-léniniste-maoïste, d'un front uni regroupant la majorité du peuple sous la direction du Parti et d'une force combattante peut opposer une véritable résistance à la montée du fascisme sous sa forme moderne.

I. Base idéologique d'analyse du fascisme

Le fascisme est né dans les pays impérialistes au début du 20^{ème} siècle.

ANTIFASCISME

La base matérielle sur laquelle le fascisme peut se développer est l'existence du capital financier, c'est à dire de l'interpénétration du capital bancaire et industriel et des monopoles capitalistes.

« Une part toujours croissante du capital industriel, écrit Hilferding, n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal de la banque, qui est pour eux le représentant des propriétaires de ce capital. D'autre part, force est à la banque d'investir une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire -c'est-à-dire ce capital-argent qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle «capital financier». «Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels.»

Cette définition est incomplète dans la mesure où elle passe sous silence un fait de la plus haute importance, à savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole. Mais tout l'exposé de Hilferding, en général, et plus particulièrement les deux chapitres qui précèdent celui auquel nous empruntons cette définition, soulignent le rôle des monopoles capitalistes.

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. »

Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, 1916

Nous ne pensons pas comme certains que le fascisme est une gangrène planant au dessus de la société et que nous pourrions éliminer une bonne fois pour toute sans changer les fondements même du système dans lequel nous vivons. Au contraire nous pensons qu'il existe un lien dialectique entre fascisme et capitalisme au même titre qu'entre capitalisme et démocratie bourgeoise.

La démocratie bourgeoise est une forme politique de domination de la bourgeoisie en temps normal, le fascisme en est la forme en temps de crise, une forme dictatoriale et terroriste qui exprime un bond qualitatif dans la forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie.

« Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'Etat qui, prétendument, « se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie », ainsi que l'affirmait, par exemple, Otto Bauer. Ce n'est pas « la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'Etat », comme le déclarait le socialiste anglais Brailsford. Non. Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier. Le fascisme c'est le pouvoir du capital financier lui-même. »

Discours de Dimitrov lors VIème Congrès de l'IC en 1935

Sur le plan de la théorie, nous pensons que l'analyse du fascisme faite par l'Internationale Communiste et principalement par Dimitrov est juste.

Comme nous l'expliquons dans l'introduction, le fascisme se développe en temps de crise du système capitaliste, contre la classe ouvrière mais également en trompant la classe. C'est une arme d'une faction de la bourgeoisie pour enrégimenter la société, briser la classe afin de permettre le maintien de la dictature de la bourgeoisie. Le dernier cycle fasciste s'est développé en opposition au mouvement révolutionnaire en la présence de parti communistes forts mettant en péril la domination du Capital et d'un pays socialiste, l'URSS. Le fascisme est un processus en constante évolution. Les lois de la dialectique sont claires, les phénomènes sociaux et politiques, au même titre que toute forme de vie et de développement organique, sont en perpétuelle évolution. Si les mécanismes fondamentaux du fascisme restent inchangés, son développement ne pourra être une pâle copie du cycle précédent, mais bien un processus en phase avec la réalité matérielle actuelle. Nous développerons notre analyse du fascisme sous sa forme moderne, cependant il est toutefois à noter qu'un des changements principaux est l'absence d'un camp socialiste, la trahison révisionniste et la faiblesse actuelle des forces prolétariennes organisées.

Pour nous le cœur de l'analyse faite par Dimitrov est toujours valable. De plus, l'analyse historique des causes du fascisme et de son accession au pouvoir le reste également.

Nous devons insister d'ailleurs sur le rôle majeur joué hier comme aujourd'hui par la social-démocratie dans le processus de montée du fascisme. Comme l'a déjà expliqué Staline, la social-démocratie et le

ANTIFASCISME

Le fascisme sont les deux faces d'une même pièce. En 1919, en Allemagne c'est la social-démocratie qui a écrasé avec l'aide des junkers la révolution spartakiste, assassiné Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, écrasé la République des Conseils de Munich et ouvert la voie à l'arrivée au pouvoir de Hitler.

Aujourd'hui, cette même social-démocratie contribue à désarmer la classe ouvrière devant la menace fasciste avec l'aide des révisionnistes. C'est le PS au pouvoir qui vote les lois anti-ouvrières et répressives sur lesquelles le fascisme pourra asseoir sa gouvernance. Ce sont les révisionnistes qui désarment le peuple, enlisant sa force combative derrière des revendications réformistes et électoralistes bien incapable d'offrir une quelconque perspective à la lutte antifasciste.

Nous faisons nôtre la filiation idéologique et historique de Dimitrov et de l'Internationale communiste, mais également celle de la résistance antifasciste menée par les partis communistes d'Europe au cours du 20ème siècle. La lutte contre la barbarie fasciste reste aujourd'hui une lutte classe contre classe, une lutte plus générale contre la dictature de la bourgeoisie, une lutte dans laquelle la classe ouvrière n'a à perdre que ses chaînes. L'orientation stratégique de cette lutte doit répondre aux conditions matérielles de notre pays et aux lois de la guerre en pays impérialiste, il doit s'agir d'une guerre populaire, c'est à dire d'une guerre révolutionnaire, d'une guerre des masses elles-mêmes, d'une guerre du peuple dirigée par un parti révolutionnaire.

L'unité de la classe pour la lutte contre le fascisme est une absolue nécessité, les fauteurs de divisions, les directions réformistes et révisionnistes doivent être fermement combattus car elles sapent l'unité du prolétariat et dévient sa lutte cherchant à lui ôter son caractère révolutionnaire en l'enchaînant à la démocratie bourgeoise.

II. Le fascisme aujourd'hui

Les mêmes phénomènes qui ont amené le fascisme auparavant sont là aujourd'hui. Les gouvernements bourgeois classiques, droite ou gauche, comme hier, font le jeu du fascisme en menant une politique anti-ouvrière et anti-populaire. Il nous faut de nouveau combattre la montée du fascisme, renforcer le parti communiste de type nouveau, le parti marxiste-léniniste-maoïste, unir la classe ouvrière dans un front unique contre le capitalisme, et unir toutes les masses populaires dans le front antifasciste et édifier une force combattante, pour en finir avec

ce système.

Nous sommes toujours à la période de l'impérialisme où règne sans partage la domination du capital financier. Le fascisme se développe en période de crise. Il s'appuie sur le juste ressentiment des masses populaires tout en le déviant de ses vrais cibles. Il dénonce les partis bourgeois dont les gouvernements sont incapables de résoudre la crise. Il ne peut être la réplique du fascisme ancien. C'est une forme moderne de fascisme, qui se constitue sans être encore au pouvoir et qui s'adapte aux conditions d'aujourd'hui, celle de la disparition du camp socialiste, de la liquidation des anciens partis communistes, une forme différente d'avant-guerre où s'édifiait un Etat socialiste puissant et où existaient des puissants partis communistes.

Comme hier, l'aggravation continue de la crise du système impérialiste amène les partis bourgeois de droite ou de gauche à prendre des mesures réactionnaires creusant le lit du fascisme au niveau de l'Etat. Dans ce contexte des partis fascistes dont l'idéologie a ses racines dans le passé, se développent en adaptant leur discours à la nouvelle situation. Les formes modernes du fascisme se forment au cours d'un double processus : renforcement réactionnaire de l'appareil d'Etat à travers une lutte idéologique, politique, culturelle entre les partis bourgeois de droite et de gauche et le développement et la structuration du Parti fasciste (FN), la multiplication des groupes fascistes et néo-nazis, la mobilisation réactionnaire des masses.

Cette montée se reflète pour l'instant dans le vote Front National pour une partie des masses désemparées par les conséquences de la crise et l'absence de perspectives politiques. Une mobilisation plus large et plus déterminée, voir un coup de force, pourrait ouvrir la voie à l'accession du Parti fasciste ou d'une coalition dirigée ou non par lui, à la tête de l'Etat. La grande bourgeoisie, le capital financier dans son ensemble n'ont pas choisi encore la solution fasciste ouverte, mais la menace grandit au fur à mesure de l'échec des partis bourgeois à résoudre la crise.

III. Le Front National

La base idéologique sur laquelle s'est édifiée le FN est fasciste. Le FN est un parti ultra-centralisé, dirigé par le clan de Marine Le Pen et ses proches. Son père J-M Le Pen a rassemblé les divers courants et personnalités de l'extrême droite (Ordre Nouveau, des anciens de la

ANTIFASCISME

collaboration vichyste (Sidos), de la division Charlemagne, volontaires en partie issue de la milice de Déat ou du PPF de Doriot dirigeant renégat du PCF dans les années 30, des intégristes chrétiens de Antony, des négationnistes, etc.), autour de son programme réactionnaire et fasciste. La tribune que leur a offert Mitterrand leur a permis d'être visibles. Chaque parti fasciste a son histoire, toujours bâtie sur les bases générales du fascisme.

Le FN est le principal fasciste en France. Le FN exerce une influence dominante sur les partis de droite et même au sein des autres partis, sur des questions comme la sécurité, l'immigration, le militarisme, les questions sociétales. Il se renforce sur le plan électoral et les groupuscules néo-nazis, fascistes pullulent, s'attaquent aux immigrés, aux musulmans, aux juifs. Ils sont homophobes et sexistes.

Bien que l'accession du fascisme au pouvoir par la voie des élections ne soit pas encore à l'ordre du jour, il devient une menace possible. Le processus de montée du fascisme se poursuit et est lié à l'accentuation de la crise et ses conséquences : le chômage, la réduction du pouvoir d'achat, la pauvreté absolue d'une partie grandissante de la population, la dégradation des conditions de vie et de travail, phénomènes qui engendrent l'insécurité liée à cette misère, qu'utilise l'extrême-droite et qui sert à l'adoption de lois de plus en plus coercitives de droite ou de gauche.

Le FN doit être dénoncé pour ce qu'il est : un parti fasciste. Mais on ne peut se contenter de dénonciation ou d'une simple lutte idéologique. La lutte contre le danger fasciste ne peut être une lutte conséquente si elle ne dénonce pas le système capitaliste qui est prêt à utiliser le fascisme pour se maintenir, si le prolétariat à la tête des masses populaires ne s'attaquent pas à l'Etat bourgeois dans le but de le détruire de fond en comble et substituer à la place de la dictature de la bourgeoisie, celle du prolétariat. Quant aux groupes extrémistes fascistes et néo-nazis formés souvent de quelques dizaines d'éléments, ils regroupent les troupes de chocs pour tenter de terroriser aujourd'hui les immigrés. Le FN est électoraliste aujourd'hui. C'est pourquoi le FN est obligé de se démarquer, tant qu'il n'est pas au pouvoir ou assez proche de celui-ci, de ces courants violents en actes et paroles, de ces groupes qui multiplient les attaques contre les minorités et les femmes.

Les forces de droite et d'extrême droite s'appuient sur les différences et contradictions au sein de la classe ouvrière et des masses populaires pour organiser des mobilisations réactionnaires de masse, auxquelles

se mêlent ces groupuscules.

Les succès électoraux du FN sont le fruit d'un pilonnage idéologique intense, brutal, odieux, ouvertement raciste, sexiste et fasciste par la voix de son fondateur J-M Le Pen, un programme simpliste, désignant l'immigré comme bouc émissaire, la dénonciation des partis bourgeois de droite et de gauche, une fausse dénonciation du capital. Marine Le Pen a modifié en surface le discours de son père, afin d'élargir sa base de masse, faisant appel au sentiment patriotique du peuple, contre le pseudo-diktat de Bruxelles, contre les femmes, contre les immigrés, contre les réfugiés pour se servir des premiers contre les seconds, tout en dénonçant la prétendue islamisation de la société et les musulmans comme des terroristes en puissance, les Roms comme « facteur » de délinquance. On retrouve ces propos dans la bouche du ministre de l'intérieur de gauche, de la droite, voire dans celle de maires de gauche dont certains se prétendent communistes, mais n'hésitent à faire appel à la justice et à la police pour expulser les roms.

Marine Le Pen procède à un lissage du discours du FN pour mieux tromper les masses sur sa nature véritable et pénétrer les partis de droite et de gauche. Avançant masquée sous un discours populiste, partant des préoccupations des masses, elle cache l'idéologie fasciste de fond de son Parti. N'étant pas au pouvoir, usant de multiples moyens pour y parvenir dans ce climat de délitement idéologique, elle arrive même à faire douter de son caractère fasciste parmi les démocrates et militants de gauche. Certains tergiversent : Est-ce du populisme ? Est-ce du fascisme ? Il n'est pas certain que le FN arrive au pouvoir, c'est un parti bourgeois comme les autres ! etc. Ce sont des positions opportunistes ou provocatrices, fausses et dangereuses.

L'objectif du FN est de remporter les élections et d'accéder au pouvoir en élargissant sa base de masse. En direction de la classe ouvrière, le FN mène une campagne spécifique dans des régions comme le Nord, montrant la corruption d'élus PS, contre l'augmentation des impôts, contre le chômage, désignant l'oligarchie financière responsable de la crise, afin d'apparaître comme une alternative. Ils vont jusqu'à faire référence à l'époque où les communistes défendaient vraiment les travailleurs, afin de séduire ceux qui ont abandonnés le PCF. Dans le Sud, ils s'adressent prioritairement, aux couches supérieures des zones pavillonnaires.

Faute de perspectives révolutionnaires, une partie non négligeable de la classe ouvrière est sensible à la démagogie du FN, ou bien est prête

ANTIFASCISME

à « essayer » le FN devant l'incapacité de la droite ou de la gauche à résoudre les problèmes. Une partie de la petite bourgeoisie hostile au communisme, frappée également par la crise, dont une partie importante à voter pour le PS est sensible aux arguments démagogiques du Front national. Des artisans, des commerçants, écrasés par les taxes, pris à la gorge par les banquiers, concurrencés par les multinationales de la distribution et des services, rêvent du retour en arrière, du temps où les multinationales n'avaient pas envahi leurs professions. Une partie des exploitants agricoles, soumis à la PAC et ses quotas, acculés à la ruine, pressurisés par le Crédit Agricole, encadrés par la SAFER, peu sensibles aux thèses du FN il y a seulement une décennie, y adhère sur un fond de peur de l'avenir, de l'insécurité ayant sa source dans la misère.

C'est une course de vitesse, entre les éléments des plus déterminés du prolétariat d'un côté et de ceux de la bourgeoisie de l'autre. Aujourd'hui, il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il y a une montée du FN d'une part et la pénétration de son idéologie et d'idéologies plus radicales en France et aussi dans tous les pays impérialistes

IV. La montée du fascisme en Europe

Dans les pays impérialistes, on constate une montée plus ou moins importante de partis ou des idées fascistes.

Dans chaque pays d'Europe, le fascisme s'appuie sur les particularités, coutumes qui diffèrent plus ou moins d'un pays à l'autre.

En Grèce, la montée du fascisme se retrouve incarné par Aube Dorée. En Hongrie, le parti au pouvoir est un parti quasi néo-fasciste, le parti Jobbik lui se revendique des Croix Fléchées néo-nazis. En Autriche, le FPÖ gagne de l'importance. Les partis fascistes montent en puissance, en Grande-Bretagne, Norvège, Finlande, Pologne, Roumanie, Suisse, etc. En Italie outre La ligue du Nord, il y a le parti Grilliste lié à Casapound, un parti anti-immigré, en Espagne un mouvement du même type est né, en Allemagne, Pegida se développe, particulièrement à l'est, contre les réfugiés et les immigrés. Il y a un phénomène renforcement mutuel dans cette montée des partis et organisations fascistes en Europe qui renforce la dynamique de montée du fascisme en France

V. Le rôle de l'avant-garde communiste

Aujourd'hui le fascisme n'est pas au pouvoir, aussi lutter contre

le fascisme, ce n'est pas seulement dénoncer le Front National, ou s'affronter aux groupuscules fascistes et néo-nazis. C'est aussi combattre les gouvernements de la bourgeoisie de droite ou de gauche qui par les mesures de toutes sortes contre le prolétariat et les masses populaires, creusent le lit du fascisme, préparent le terrain sur lequel il peut s'épanouir.

Le rôle de l'avant-garde communiste n'est pas de spéculer sur les formes, tactiques que le fascisme met en œuvre, mais gagner les masses pour s'opposer aux mesures réactionnaires de la bourgeoisie, quelque soit le gouvernement. Les communistes doivent se porter à la tête de cette lutte et ainsi gagner les masses contre le fascisme.

L'unification des communistes dans un seul Parti est une nécessité et doit être la base pour l'approfondissement de l'Unité du prolétariat et sous sa direction la formation d'un Front Anticapitaliste/Antifasciste regroupant les masses populaires et une force combattante pour s'opposer aux attaques de la réaction et du fascisme, défendre nos luttes et en finir avec la dictature de la bourgeoisie.

Le Parti se peut se renforcer qu'en se liant à la classe ouvrière, aux masses populaires, qui ne sont pas toutes prêtes dans l'immédiat à rejoindre le Parti, et ne pourront reconnaître le Parti que dans son travail quotidien en leur sein.

Nous ne devons pas avoir peur des masses, mais aller vers elles et fournir à chacun un poste de combat qui corresponde à ses besoins pratiques.

Nous devons lutter contre les partis réformistes et opportunistes, nous devons unir en un vaste front les ouvriers et ouvrières contre le Capital et la montée du fascisme. Nous devons aider les ouvriers et ouvrières à se détacher de l'influence des partis de gauche ou de droite et des opportunistes de tous poils, tout en repoussant sans merci la tentative démagogique des fascistes de détourner l'attention de la classe ouvrière et du peuple du seul chemin possible, celui de la révolution prolétarienne.

La constitution d'un front révolutionnaire regroupe toutes les masses populaires, contre le système capitaliste, ceux qui le représentent ou qui sont pour son impossible aménagement, contre le fascisme, le racisme, et toutes les discriminations. C'est en construisant le Parti, le Front et la Force Combattante d'une façon concomitante que nous pouvons faire reculer la bourgeoisie, établir un équilibre suffisant pour passer à l'offensive contre la bourgeoisie, conduisant à son renversement et la

ANTIFASCISME

prise en main par le prolétariat de l'économie et la transformation de toute la société.

Nous devons examiner la situation locale, nous devons mener l'enquête sans négliger aucune piste qui permette d'avancer, de prendre des contacts, voir l'état d'esprit, sur quoi porte les divergences d'analyse, développer l'unité d'action chaque fois que cela est possible. Cependant, pour développer une unité d'action, nous ne devons pas être à la traîne d'une autre organisation ou du mouvement antifa. Nous devons développer notre front sur une ligne prolétarienne et révolutionnaire, en menant la lutte et par notre pratique, toujours en ayant en tête l'antifascisme révolutionnaire, qui lie non seulement la lutte antifasciste à celle contre le capitalisme et sans perdre de vue que c'est sous la direction du Parti qu'un véritable front antifasciste peut se constituer.

Nous rejetons ainsi « l'antifascisme républicain », qui jette dans une voie de garage la lutte antifasciste en la faisant passer par les urnes. Les Partis qui appellent à voter pour « faire barrage » au fascisme alors qu'eux mêmes sont responsables de sa montée sont les fossoyeurs de la lutte antifasciste.

La propagande antifasciste doit être dirigée en priorité vers la classe ouvrière, liant les révélations sur la nature du FN et des groupes fascistes avec les revendications et les problèmes qui concernent les travailleurs et travailleuses et la classe ouvrière.

Mais tout travail sur la question du fascisme et de l'antifascisme serait vain si nous oublions que ce n'est qu'avec le développement du mouvement révolutionnaire offrant une alternative et des perspectives fortes que nous pourrions réellement lutter contre le fascisme et ainsi éloigner les masses populaires de l'influence du fascisme.